

surplus monétaires en Suisse ou aux États-Unis.

Le pire moyen de dénouer la crise actuelle serait de laisser les nations industrialisées et les pays en développement glisser vers l'affrontement. Malheureusement, les causes d'un éventuel affrontement sont au cœur des arguments en faveur d'ajustements structurels. En effet, les textiles, les chaussures, les produits électroniques et autres, exportés à bas prix par les pays en développement qui tentent de s'industrialiser, sont en train de supplanter les produits moins compétitifs des écono-

mies industrielles.

Alors que les pays du Tiers monde ont besoin des capitaux et de la technologie du monde industrialisé pour parvenir à un niveau de vie plus acceptable, les économies industrielles pourraient grandement bénéficier de l'effet dynamique de l'immense demande virtuelle, des talents inemployés et des ressources inexploitées du Tiers monde. L'interdépendance économique n'a jamais eu une signification plus réelle et n'a jamais constitué un défi plus important.

Économie mondiale

Ottawa et le Tiers monde

par P. V. Lyon, R. B. Byers et D. Leyton-Brown

Les quatre cinquièmes des artisans de la politique étrangère du Canada s'accordent pour reconnaître qu'il faut nécessairement réduire l'écart qui sépare pays riches et nations pauvres si l'on veut parvenir à la paix dans le monde, tandis que le tiers d'entre eux voient dans l'un ou l'autre facteur de la dichotomie Nord-Sud la source la plus probable d'instabilité au cours de la prochaine décennie; par contre, ils sont aujourd'hui moins d'un sur 20 à considérer la rivalité persistante entre l'Est et l'Ouest comme la principale menace à la paix. Enfin, plus de la moitié pensent que le Canada devrait doubler le montant de son aide au développement. On pourrait déduire de ces données (recueillies récemment au cours d'une enquête sur l'opinion des élites) que les milieux officiels d'Ottawa sont sérieusement préoccupés par les problèmes du Tiers monde. Ce en quoi on aurait tort.

Une conclusion tout aussi erronée pourrait être tirée des propos tenus par nos dirigeants, et tout particulièrement par

Le professeur Lyon et les professeurs Byers et Leyton-Brown enseignent respectivement à l'Université Carleton d'Ottawa et à l'Université York de Toronto. Ils ont mené de concert l'étude sur laquelle se fonde cet article. Les données statistiques relatives aux questions traitées ici seront fournies sur demande par le professeur Lyon. Les opinions exprimées ci-contre n'engagent que les auteurs.

M. Pierre Trudeau. Celui-ci devait par exemple déclarer en 1974, dans une allocution émouvante mais peu remarquée prononcée devant le Congrès juif canadien, que si la présence du Canada dans le monde devait être jugée sur un seul critère, il espérait que ce serait sur son souci d'humanité et sa recherche de la justice sociale, ajoutant que la politique étrangère du Canada n'aurait aucun sens si elle ne tenait pas compte des besoins des peuples et que notre compassion ne doit pas avoir de frontières. Un an plus tard, dans le discours célèbre qu'il prononçait au Palais du Lord-maire de Londres, il devait aller encore plus loin, réclamant une répartition acceptable des richesses mondiales. De tels propos ne sont pas passés inaperçus dans les capitales du Tiers monde où aucun dirigeant occidental ne jouit d'une meilleure réputation que M. Trudeau pour ce qui est de son engagement personnel envers la cause de la justice mondiale.

Le gouvernement canadien s'est conformé par certaines de ses actions à la philosophie prônée par M. Trudeau. Ainsi, la proportion du produit national brut consacrée par le Canada à l'aide publique au développement devait s'accroître régulièrement jusqu'en 1976 pour atteindre 0,56 p. cent, touchant presque la cible de 0,7 p. cent du PNB établie par les Nations Unies. Par ailleurs, le Canada prenait en 1977 l'excellente initiative d'annuler la dette des plus pauvres des bénéficiaires de son aide et, tout récemment, déployait une activité